

Des résultats parlants



Abhijit Banerjee et Esther Duflo

Poor Economics

A Radical Rethinking of the Way to Fight Global Poverty

Public Affairs, New York, 2011, 336 pages, 26,99 \$ (toilé).

Si l'on est parvenu, ces dernières années, à mieux comprendre l'économie du développement, c'est surtout grâce aux expériences randomisées (ER) réalisées pour connaître le comportement des individus dans les pays pauvres. Dans ce livre important et de lecture facile, Abhijit Banerjee et Esther Duflo, à qui l'on doit l'idée des ER, ont passé en revue de nombreux résultats et en ont tiré des déductions pour les politiques visant à améliorer le sort des pauvres.

Les ER consistent à étudier les réactions de particuliers ou d'entreprises à des circonstances nouvelles, après neutralisation des effets d'autres éléments influençant leur comportement. Par exemple, au Kenya, les chercheurs ont offert des moustiquaires à des prix en partie subventionnés et même gratuitement pour déterminer à quel point leur utilisation était sensible au prix et non au revenu des utilisateurs.

Sont en outre décrits les comportements observés dans de nombreux domaines, dont la santé publique, l'assiduité des enseignants, l'épargne et l'emprunt des ménages (surtout le microcrédit), la création et l'expansion des petites entreprises et la scolarisation des enfants. Les auteurs commencent souvent par une anecdote sur le comportement des pauvres (ou une description des circonstances et problèmes auxquels ils sont confrontés). Ils présentent ensuite

les résultats des ER, qui permettent de mieux comprendre la réaction des pauvres à diverses incitations, et en tirent des conclusions quant aux politiques les plus efficaces face à la pauvreté.

La sortie de la pauvreté est-elle une évolution relativement linéaire : à mesure qu'ils deviennent moins pauvres, les individus sont-ils plus à même d'améliorer leur sort ou l'équivalent d'un «piège de la pauvreté» nécessite-t-il une «forte poussée» pour franchir le seuil au-delà duquel ils pourront progresser sans aide? Selon les auteurs, les résultats des ER confirment généralement la seconde théorie.

En s'appuyant sur leurs travaux, Banerjee et Duflo formulent nombre de recommandations. Par exemple, s'agissant de la santé publique, ils concluent que les techniques médicales «peu onéreuses» (vaccination des enfants, vermifuges, piqûres contre le tétanos pour les futures mères, vitamine B contre la cécité, pilules de fer et farine enrichie en fer contre l'anémie) sont les plus accessibles.

La conclusion globale du livre sur les soins de santé mérite d'être citée : «Dans les pays pauvres, la politique de santé publique devrait avoir pour principal but de faciliter autant que possible l'accès aux soins de santé préventifs par les pauvres... Des distributeurs de chlore gratuit devraient être placés près des sources d'eau; les parents qui font vacciner leurs enfants devraient être récompensés; des vermifuges et des suppléments nutritifs devraient être donnés gratuitement aux enfants dans les écoles et des investissements publics devraient être faits dans l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement.»

Même si leur intérêt se limitait aux soins de santé, la liste des souhaits des auteurs est si longue qu'elle soulève la question des coûts. Mais Banerjee et Duflo formulent aussi beaucoup de recommandations sur d'autres aspects de la politique sociale. Ils évoquent les gros risques auxquels les pauvres sont exposés et l'absence de possibilités d'assurance pour eux et concluent que «l'État a donc clairement un rôle à jouer. Il devrait payer une partie des primes d'assurance pour les pauvres.» En outre, les auteurs prônent les transferts monétaires pour encourager la poursuite de la scolarité, la réglementation des banques, pour les obliger à accorder des prêts aux «secteurs prioritaires», la scolarisation universelle,

l'augmentation des investissements dans l'infrastructure (en particulier dans les villages où vivent les pauvres) et de l'offre de «bons emplois» pour que les intéressés puissent sortir du piège de la pauvreté.

Parce que les bons emplois se trouvent en général dans les villes, les auteurs appellent non seulement à la création d'emplois de cette nature (quoique, hormis l'obligation faite aux banques d'accorder des crédits aux PME, ils ne précisent pas comment), mais aussi à une migration subventionnée vers les zones urbaines. Comme, le plus souvent, les migrants sont plus nombreux que les bons emplois, la validité macroéconomique de cette recommandation est contestable.

Nul doute que, s'ils étaient mis en œuvre, nombre des programmes recommandés en vaudraient la peine. Mais il subsiste plusieurs questions, dont deux importantes. Premièrement, ces politiques peuvent-elles être menées à bien dans un cadre budgétaire/macroéconomique stable? Dans la négative, les questions habituelles concernant les taux de rendement relatifs se posent, mais elles ne reçoivent pas de solution adéquate. Deuxièmement, étant donné que, jusqu'à présent, les gouvernements, les ONG et bien d'autres ont échoué dans tous ces domaines, peut-on espérer que les mesures recommandées soient mises en œuvre sans se heurter aux mêmes problèmes (par exemple, des effets positifs surtout pour les riches et le manque d'assiduité des enseignants)?

La question occultée est celle du financement de ces mesures dans l'intervalle par les gouvernements (sans parler de l'imposition des revenus accrus futurs pour recouvrer une partie des coûts).

Les auteurs montrent de façon convaincante qu'il y a beaucoup de gaspillage dans les programmes existants. Mais cela ne veut pas dire que des médecins compétents apparaîtront du jour au lendemain et que la fermeture des dispensaires (sans personnel) libérera les ressources suffisantes pour financer leurs recommandations. Pour certaines d'entre elles, le problème est même plus criant : l'une des choses dont les pays pauvres ont clairement besoin est un système financier qui fonctionne mieux. Pourtant, les auteurs iraient dans la direction opposée, avec l'apport de crédits aux PME (pour créer de bons emplois) et à la microfinance. Mais,

même lorsque les recommandations paraissent des plus raisonnables, compte tenu du manque de ressources, des choix difficiles s'imposent pour définir la quantité de biens publics à fournir.

Autre question, comment mettre en œuvre ces politiques? Les auteurs n'ignorent pas que les gouvernements n'arrivent pas à aider les pauvres avec leurs programmes actuels. Mais, même si leurs recommandations (transparence, présence accrue des femmes dans les organes décisionnels, par exemple) sont

utiles pour orienter les dépenses vers des programmes plus efficaces, ils reconnaissent que les progrès ne pourront être que progressifs.

En résumé, ce livre est à lire par qui-conque s'intéresse à la pauvreté dans les pays en développement. Les conclusions que les auteurs tirent des ER et leurs critiques des politiques actuelles sont précieuses. Il est certain qu'il serait très avantageux de traduire le résultat de leurs travaux en mesures concrètes par la réaffectation des ressources actuellement

disponibles, mais il y a lieu de s'interroger sur l'opportunité de donner suite à nombre de leurs conclusions (notamment le rationnement du crédit et les subventions à l'assurance et à la migration), de même que sur les arbitrages qu'elles supposent, leurs coûts relatifs et leurs implications macroéconomiques.

Anne O. Krueger

Professeur d'économie internationale à l'École des études internationales supérieures, Université Johns Hopkins

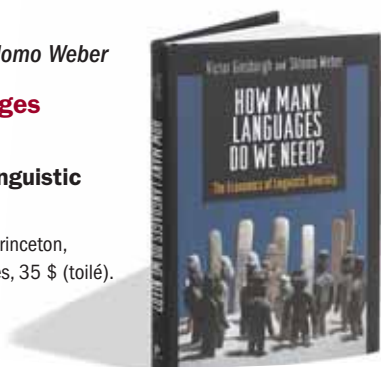
Coût de langues

Victor Ginsburgh et Shlomo Weber

How Many Languages Do We Need?

The Economics of Linguistic Diversity

Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 2010, 232 pages, 35 \$ (toilé).



Dans cette étude très fouillée, l'économiste belge Victor Ginsburgh, dont la langue maternelle est le swahili, et le spécialiste de la théorie des jeux Shlomo Weber, Canadien russophone, évaluent les coûts et les avantages de l'utilisation d'un très grand nombre de langues.

On dit souvent qu'il serait plus efficace de réduire le nombre de langues. Personne ne connaît le nombre exact de langues vivantes, mais on sait qu'il est étonnamment élevé et se situe sans doute entre 6.000 et 7.000. Or seules onze d'entre elles servent de langue maternelle à la moitié de la population mondiale.

La plupart des pays développés sont monolingues; dans les pays où de nombreuses langues sont parlées, il y a aussi une grande bureaucratie et beaucoup de gaspillage. Selon l'organisation à but non lucratif SIL International, qui répertorie les langues du monde, 278 langues sont actuellement utilisées au Cameroun; pour le Nigéria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Tchad, les chiffres sont respectivement de 514, 830 et 131. Il est facile de voir comment cette diversité linguistique peut freiner le développement économique; par exemple en faisant obstacle à la mobilité géographique et sociale et en

bloquant l'accès de nombreux citoyens aux principaux services juridiques.

Les utopistes pensent depuis longtemps que la technologie et la planification politique mettront un jour fin à la confusion et aux tensions linguistiques. Aujourd'hui, l'idée de faire de l'anglais une *lingua franca* mondiale a le vent en poupe.

D'ailleurs, beaucoup d'observateurs estiment que c'est déjà le cas. Pourtant, la domination d'une langue entraîne l'érosion des autres, ce qui pourrait être catastrophique pour l'écosystème linguistique et culturel mondial. Ginsburgh et Weber citent le dramaturge Ariel Dorfman, né au Chili mais de nationalité américaine : «La montée en puissance de l'anglais, comme bien d'autres phénomènes associés à la mondialisation, laisse trop de victimes invisibles, réduit trop de gens au silence.»

Les auteurs utilisent souvent une terminologie très technique, passant en revue des facteurs tels que la distance cladistique, la fractionalisation ethnolinguistique et les indicateurs d'aliénation dichotomique. Pourtant, l'analyse est claire et riche de citations bien choisies, notamment de Mario Vargas Llosa et Amartya Sen. Elle englobe en vrac les coûts de traduction et les tentatives bien connues de quantification de la diversité par Joseph Grinberg, et aussi les bizarreries de caractère des investisseurs privés finlandais et le Concours de l'Eurovision.

La partie du livre qui incite le plus à la réflexion est la dernière, celle où les auteurs examinent la politique linguis-

tique de l'Union européenne (UE). C'est là qu'ils abordent le plus clairement les aspects pratiques et répondent presque à leur question initiale : de combien de langues avons-nous besoin?

Chaque année, les frais de traduction et d'interprétation de l'UE dépassent largement un milliard d'euros. Interprètes et traducteurs constituent un dixième des fonctionnaires de la Commission européenne. Avec l'arrivée de nouveaux membres, ces coûts vont s'accroître. Lorsqu'il y a un compromis linguistique, c'est en général l'anglais qui est favorisé. Mais ce qui est intéressant, c'est que dans cet environnement les anglophones unilingues peuvent être inefficaces parce qu'ils omettent de s'adapter aux nouvelles exigences linguistiques (utiliser moins d'idiomes et d'archaïsmes) de ceux dont l'anglais n'est pas la langue maternelle.

Ginsburgh et Weber signalent à juste titre qu'il est difficile de trouver un équilibre entre efficacité et respect des traditions culturelles. À leur avis, l'UE ferait peut-être bien d'adopter six langues de travail (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

Une réforme de cet ordre exige un esprit de collaboration, ce qui touche à un point fondamental du livre : la difficile question de ce que «nous» veut dire dans le titre de l'ouvrage (De combien de langues avons-nous besoin?). Ce pronom renvoie au concept de communauté, mais il évoque aussi des formes de solidarité, des liens et des priorités très différentes. Dès qu'il s'agit de langues (ou de politique), le «nous» a du mal à trouver une place, comme le démontre amplement ce livre.

Henry Hitchings

Auteur de plusieurs livres, dont «La Guerre des langues».

Adaptabilité et réussite

Tim Harford a, à juste titre, des légions de «fans» grâce à sa chronique dans le *Financial Times* et à son émission de radio à la BBC, «More or Less», ainsi qu'à ses ouvrages antérieurs. *Adapt* va sans doute lui valoir encore plus d'admirateurs. C'est un guide pour l'application de modèles empruntés à des domaines allant de la biologie au monde des affaires et à l'économie, agrémentés de nombreux exemples divertissants décrits par l'auteur avec l'habileté et le style qui le caractérisent.

Les idées de l'auteur sur l'adaptation reposent sur la théorie de l'évolution par variation et sélection ainsi que sur la théorie des réseaux. Il existe bien des modèles formels d'économie évolutionniste et, intuitivement, l'idée que la pratique des affaires est une lutte pour la survie semble raisonnable.

En économie et en affaires, l'évolution est une métaphore, mais je ne serais pas surpris d'apprendre que le comportement social humain dans ce domaine est étroitement lié aux règles fondamentales de la vie. Il s'agit là d'un domaine d'étude très intéressant pour les économistes.

La contribution de Harford est son explication, par des exemples très divers, du fonctionnement des processus de variation, d'adaptation et de sélection. Il souligne qu'il importe d'accepter les petits échecs pour éviter les échecs catastrophiques qui peuvent résulter de la prise de décision centralisée. Les exemples vont du domaine militaire — la tactique de l'armée américaine en Iraq — au secteur commercial — compagnies de voyage spatial dans le Désert de Mojave et industrie biotechnique. Ainsi, par exemple, l'état-major central ne disposait pas, au sujet des conditions sur le terrain, des informations nécessaires au succès de sa tactique en Iraq, mais les commandants sur place ont pu adapter leur tactique aux conditions locales.

L'auteur traite aussi le rôle des expériences en économie, notamment en matière de développement. Il recommande une approche expérimentale qui fournit aux chercheurs des renseignements détaillés et instille en eux l'humilité de reconnaître ce qui marche et ce qui ne marche pas.

Dans tous les exemples donnés, l'élément clé est l'exploitation d'informations largement dispersées — «un monde complexe est plein de connaissances localisées et fugaces». L'échec de la planification centrale, dû à son incapacité de maîtriser toutes les informations perti-



Tim Harford

Adapt

Why Success Always Starts with Failure

Farrar, Straus and Giroux, New York, 2011, 320 pages, 27 \$ (toilé).

nentes, par opposition au succès de l'économie de marché, est bien connu. Plus l'environnement est complexe, plus une décision décentralisée est nécessaire.

Cette leçon doit être constamment réapprise, vu la préférence manifeste des entreprises prédominantes de n'importe quel marché et des chefs d'entreprise pour un pouvoir centralisé. En tant qu'ancien membre de la Commission de la concurrence du Royaume-Uni, j'aurais aimé que l'auteur montre clairement que l'expérimentation et les petits échecs donnent toute son importance à la politique de la concurrence. C'est ainsi que voient le jour les structures de variation et de gouvernance qui permettent que s'expriment les désaccords.

Harford modère toutefois son enthousiasme pour l'innovation débridée en faisant observer que l'innovation requiert de plus en plus des financements et une organisation importantes. Facebook, qui a notoirement démarré dans une chambre de dortoir de Harvard avec peu de capitaux, fait exception à la règle. Plus souvent, les inventions aboutissant à de nouveaux brevets requièrent une grande

équipe de chercheurs et de gros capitaux, que l'innovation soit un nouveau médicament ou un jeu vidéo. C'est ce qui rend, à son avis, les innovations parallèles, dont beaucoup sont vouées à l'échec, trop coûteuses. Cela est vrai dans de nombreux cas, mais les exemples donnés ici sont ceux d'industries fortement concentrées où le «coût» de l'innovation, sous la forme de réglementation ou de rentes, est un obstacle à l'entrée sur le marché qui bénéficie aux entités déjà en place.

Adapt change de cap dans la dernière section, qui traite des modèles de réseaux et de la contagion dans le contexte des catastrophes (nucléaires ou pétrolières) et des activités bancaires. Il s'agit ici aussi d'un domaine où les économistes utilisent des modèles appliqués en sciences naturelles — pour étudier la contagion ou la dynamique démographique, par exemple. On devine que ces modèles sont utiles pour expliquer certains phénomènes économiques, ce que confirme l'utilisation courante de l'expression «écologie d'entreprise». La crise financière se prête manifestement à ce type de modèle. Andrew Haldane, Directeur pour la stabilité financière à la Banque d'Angleterre, et Sir Robert May, écologiste et ex-Conseiller scientifique en chef du gouvernement britannique, ont travaillé ensemble à l'analyse des faiblesses inhérentes au système financier (numéro du 20 janvier 2001 de *Nature*).

Le dernier chapitre, «Adapting and You» est décevant. À n'en pas douter, il a été demandé par l'éditeur : ce type de conseil «fait maison» est censé faire vendre. J'aurais préféré «L'adaptation et l'action publique», car le livre ne traite des conséquences pour la politique publique que dans le contexte des expériences de développement. Mais passons.

C'est vraiment un don que de pouvoir faire connaître ces modèles nouveaux (pour l'économie) par des histoires vivantes, et Harford a en quelque sorte le talent de Malcom Gladwell pour donner l'impression que ce qui est complexe est non seulement simple mais inévitable. *Adapt* est un livre passionnant.

Diane Coyle

Auteur de *The Economics of Enough : How to Run the Economy as if the Future Matters* et Directrice du cabinet d'experts-conseils *Enlightenment Economics*

Maîtres de l'univers



Jeff Madrick

Age of Greed

The Triumph of Finance and the Decline of America, 1970 to the Present

Alfred A. Knopf, New York, 2011, 496 pages, 30 \$ (toilé).

Jeff Madrick, l'un des auteurs économiques populaires les plus énergiques et divertissants, applique son talent à une série de portraits économiques et financiers s'étalant sur les 40 dernières années. Les sujets en sont Walter Wriston, Milton Friedman, Richard Nixon, Alan Greenspan, Paul Volcker, George Soros et Angelo Mozilo. Le lecteur notera un thème commun : le penchant déraisonnable de l'Amérique, tant sur le plan intellectuel que sur le plan pratique, à l'adoration injustifiée de la finance, et l'abandon de l'idée que le gouvernement fédéral est notre ami. Cela dit, chaque chapitre est indépendant des autres.

Le chapitre sur Milton Friedman est celui qui m'a le plus intéressé, parce que je suis économiste et qu'il n'y a pas de bonne biographie de cet homme. Côté positif : il est engageant et Madrick nous brosse le portrait captivant d'un entrepreneur de la politique économique. J'ai dévoré ce chapitre et j'aurais voulu qu'il soit plus long.

Cela dit, il y a de nombreux aspects regrettables. Le chapitre, intitulé «Milton Friedman, Proselytizer», contient beaucoup d'informations (passionnantes) sur les premières années de Friedman en tant que «fanatique religieux» juif. L'impression qui s'en dégage est celle d'un simplificateur et d'un dogmatique plutôt intelligent, mais irresponsable. Il n'y a

pas d'analyse comparable du rôle qu'a joué Friedman pour mettre en évidence l'importance de bons travaux empiriques, de la vérification et de la falsifiabilité des propositions économiques, ou pour doter l'Université de Chicago d'excellents chercheurs et de futurs lauréats du Nobel. Il n'est pas fait mention non plus des nombreuses fois où il a changé d'avis sur des questions économiques, notamment sur la théorie et la politique monétaires. Friedman était beaucoup plus un scientifique et un sceptique que ce chapitre ne le laisse penser.

Il y a en outre des erreurs et des omissions. La volonté de Friedman d'éliminer les programmes sociaux y est mentionnée, mais non son désir de les remplacer par la garantie d'un revenu annuel. Il n'est pas vrai que «l'instabilité de la vitesse de circulation de la monnaie est ce qui a fini par avoir raison du monétarisme dans les années 80», où la volatilité des taux d'intérêt a posé un problème beaucoup plus grave et où, dans les économies ouvertes comme la Suisse, le taux de change est devenu la question cruciale

Le lecteur notera un thème commun : le penchant déraisonnable de l'Amérique, tant sur le plan intellectuel que sur le plan pratique, à l'adoration injustifiée de la finance.

(la vitesse de circulation de la monnaie évolue de façon étrange, mais elle le fait lentement). Peu d'économistes affirmeraient comme Madrick que «Friedman et Schwartz ... n'ont presque rien apporté de nouveau», ou que leur *Histoire monétaire* n'a guère de base empirique. Au contraire, il est maintenant largement accepté que l'inflation — ou au moins l'inflation en cours, comme le précise Friedman — est toujours un phénomène monétaire. Il ne s'agit pas ici de simples erreurs d'inadvertance. Elles contribuent à une dévalorisation systématique de la

profondeur et de l'impact de l'apport de Friedman à la recherche.

Le livre fait abstraction du fait que, pendant une grande partie de cette période, le monde subissait une idéologie économique étatiste dont de très grands pays comme l'URSS et la Chine étaient pratiquement esclaves et qui, sous une forme atténuée, a failli être la ruine d'autres pays tels que la Grande-Bretagne et une grande partie du monde en développement. Beaucoup des personnages décrits, en particulier les premiers d'entre eux, ne peuvent être compris hors de ce contexte.

Les parties les moins intéressantes sont celles qui sont consacrées aux personnalités les mieux connues. Reste-t-il vraiment quelque chose à dire sur Jimmy Carter, Richard Nixon ou Alan Greenspan en quelques pages? Ted Turner, Sam Walton et Steve Ross méritent-ils d'être entassés dans un seul chapitre?

La genèse du livre me rend perplexe. Beaucoup de chapitres sont entièrement fondés sur des sources de seconde main, et bien connues. Pourquoi ne pas se concentrer sur les personnages que l'auteur a interviewés lui-même ou étudiés en fouillant les archives? En même temps, le livre n'est pas assez polémique pour servir utilement de galerie de portraits d'anticonformistes. Il n'y a pas suffisamment de liens entre les thèmes et les tendances pour que nous ayons ici un texte utile ou une bonne introduction à la période, et ces chapitres auraient pu être publiés séparément.

Assurément, on peut s'accorder avec Madrick sur le caractère peu souhaitable de l'ascension économique et politique de la finance. Mais j'aurais préféré qu'il commence par quelques faits simples. Quand s'est-elle produite? (Elle commence au début des années 80 par des mesures sur le revenu). Pourquoi s'est-elle produite et quelles forces générales et non personnelles l'ont encouragée? Pourquoi les politiques ont-ils été conciliants à l'égard de la finance au lieu de la craindre? Avec en toile de fond une histoire simple, l'importance de chaque personnage serait manifeste. Ce livre est un récit vivant avec quelques parties intéressantes, mais on ne voit pas bien où il veut aller.

Tyler Cowen
Professeur d'économie,
Université George Mason